



# Jeudi 3 mai 2018

## Grève nationale à la DGFIP !

Pour l'intersyndicale nationale DGFIP, Solidaires, CGT, FO DGFIP, CFDT, les attaques initiées par ce gouvernement, bien aidées par les précédents, sont à nouveau dirigées contre le Service public et contre la DGFIP en particulier. Depuis seize ans, les Finances publiques ont perdu 38 000 emplois et connu moult restructurations et fusions de services qui désorganisent le travail et dégradent les conditions de travail des agents.

Dans ce contexte sinistré de notre administration des finances publiques qui devrait en plus perdre près de 20 000 emplois d'ici 2022, la mise en place du prélèvement à la source va exacerber les difficultés des services à assurer toutes les missions pour les usagers. Ce PAS sera bien loin d'aboutir à la « simplification » promise aux contribuables par le gouvernement et il compliquera le travail des agents des finances publiques déjà surchargés de travail !

Pour les syndicats représentatifs de la DGFIP, les enjeux de la période sont tels, qu'ils nécessitent une riposte d'ampleur dans l'ensemble des services, sur la durée et notamment pendant la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu. **Fort du taux de grève de 40 % obtenu le 22 mars 2018, l'intersyndicale, appelle à la poursuite de la mobilisation, avec une journée nationale de grève à la DGFIP le jeudi 3 mai 2018.**

Les organisations **F.O.-DGFIP- Solidaires – CGT - CFDT** de la DGFIP du Finistère s'inscrivent donc pleinement dans cet appel à la grève lancé par quatre organisations syndicales de la DGFIP, pour faire du **jeudi 3 mai 2018**, une journée massive de mobilisation.

## JEUDI 3 MAI 2018

### TOUTES ET TOUS EN GREVE !

**RASSEMBLEMENT A LA DIRECTION A QUIMPER 10H30  
CONFERENCE DE PRESSE**

Rappelons qu'en faisant grève à plus de 60 % dans le Finistère le 22 mars dernier, les agents ont exprimé leur rejet des suppressions d'effectifs et des restructurations menées au pas de charge dans notre département depuis notamment 2 ans. Pour 2019, le projet de fermer les Trésoreries de Daoulas, Rosporden, Lannilis et Lanmeur est envisagé...

Dans ce contexte, l'intersyndicale **F.O.-DGFIP- Solidaires – CGT - CFDT** de la DGFIP du Finistère, considère que le rapport de force doit se poursuivre au-delà de ce temps fort du 3 mai 2018, par la proposition d'une semaine d'actions unitaires menées dans le département du 14 au 17 mai 2018. (voir au verso).

## CALENDRIER DES ACTIONS DEPARTEMENTALES

### **Lundi 14 mai 2018 : GREVE SUR LA RAN DE BREST**

Rassemblement des grévistes à 10h30 au CFP de Brest Duquesne  
Distribution de tracts aux usagers

### **Mardi 15 mai 2018 : GREVE SUR LA RAN DE QUIMPER**

Rassemblement des grévistes à 10h30 au CFP de Quimper TY NAY  
Distribution de tracts aux usagers

### **Jeudi 17 mai 2018 : GREVE SUR LA RAN DE CHATEAULIN**

Rassemblement des grévistes à 10h30 au CFP de Chateaulin  
Distribution de tracts aux usagers

### **Vendredi 18 mai 2018 : ACTION MILITANTE AU CFP DE MORLAIX**

Rassemblement à 10h30 place du Pouliet  
Distribution de tracts aux usagers

### **Mardi 22 mai 2018 : GRÈVE NATIONALE FONCTION PUBLIQUE À L'APPEL DES 8 FÉDÉRATIONS DE FONCTIONNAIRES.**

Un préavis de grève reconductible a été déposé pour une période indéterminée afin de couvrir toutes les actions locales et/ou nationales dans la période à venir.

**Refusons collectivement la destruction de la DGFiP,  
de ses missions et ses emplois.  
Tous ensemble exigeons :**

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- L'arrêt immédiat des suppressions, fusions et réorganisations de services,
- Le maintien de tous les services et missions,
- Des moyens budgétaires suffisants et la création d'emplois statutaires nécessaires pour garantir la pérennité de toutes les missions de la DGFiP,
- Le respect du principe de séparation des fonctions d'ordonnateurs et comptables,
- Le respect du principe d'égalité de traitement du citoyen devant l'impôt,
- Le maintien de l'accueil physique sur toutes les implantations de la DGFiP,
- Le rétablissement d'un maillage territorial dense permettant d'assurer un service public de qualité et de proximité.